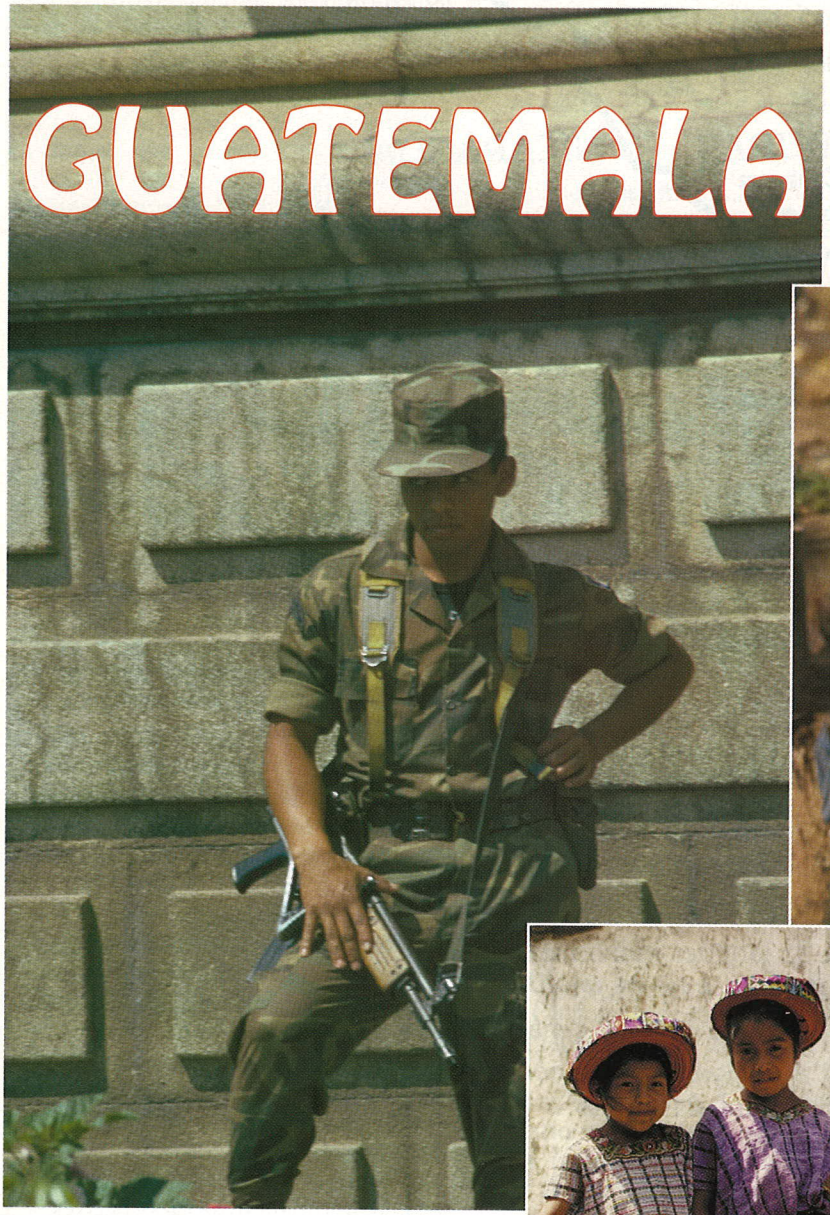
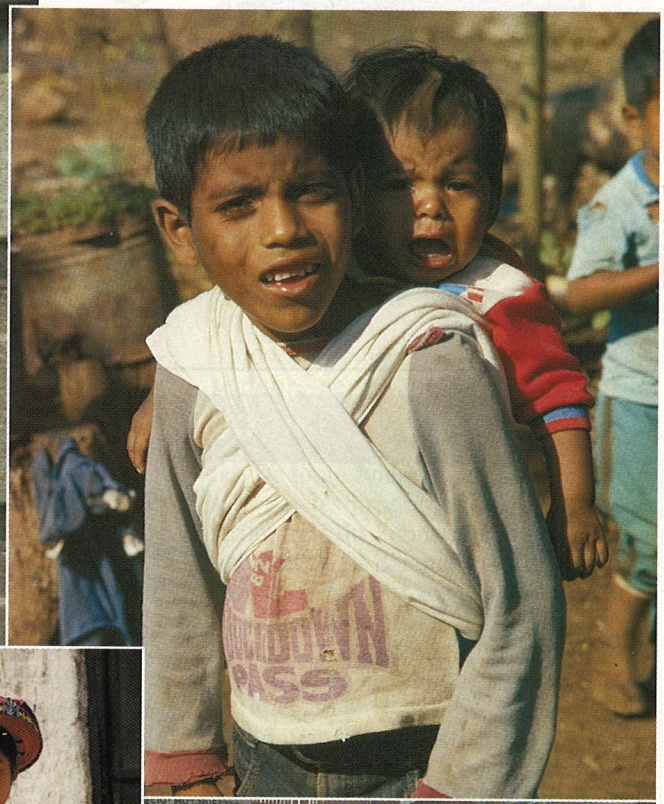
SOLIDARITÉ

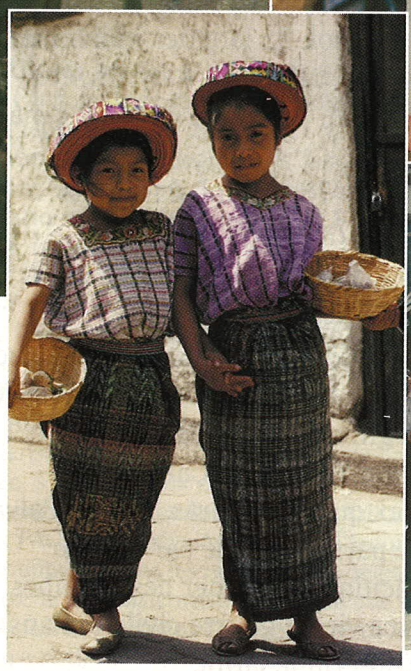
VOL. 16 N° 1 CISO, 9405, rue Sherbrooke est • Montréal (QC) H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888 Avril 1994

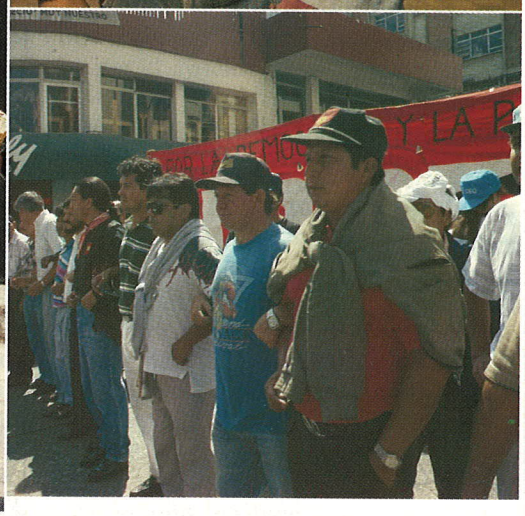
GUATEMALA

SOUFFRANCE, DOULEUR ET RÉPRESSION !









MAIS AUSSI DIGNITÉ ET COURAGE !

Rapport de stage • 1994 3 $

Le GUATEMALA

GUATEMALA

Capitale	Guatemala
Superficie	108 890 km^2
Population	9 700 000
Densité	89 habitants au km^2
Langues	Espagnol, 22 langues indiennes : quiché, cakchiquel, mam, etc.
Monnaie	Quetzal, 1 quetzal = 0,25 ¢ canadien
Mortalité infantile	4,8 %
Analphabétisme	Rural : 78 %, global : 53,2 %
Scolarisation	12 à 17 ans : 43,4 %
	3^e degré (l'équivalent du secondaire 8,6 %)
Produits d'exportation	Café, coton, banane, canne à sucre, bétail, bois et produits de la pêche
Nature du régime	Régime présidentiel
Chef d'État et gouvernement	Ramiro de Leon Carpio
Pays frontaliers	Mexique, Honduras, Belize, Salvador
Océans	Le pays est bordé par l'océan Pacifique et la mer des Caraïbes
Records	Plus vieille guerre civile (34 ans) d'Amérique latine

Extrait d'un poème de Rigoberta Menchú Tum

MI TIERRA

Tierra mía, madre de mis abuelos,
quisiera acariciar tu belleza.
Contemplar tu serenidad y acompañar tu silencio,
quisiera calmar tu dolor, llorar tu lágrima al ver
tus hijos dispersos por el mundo.
Regateando posada en tierras
lejanas sin alegría, sin paz,
sin madre, sin nada.

Ma terre, mère de mes ancêtres
je voudrais caresser ta beauté.
Contempler ta sérénité et
accompagner ton silence,
je voudrais calmer ta douleur,
pleurer tes larmes en voyant
tes enfants répandus à travers le monde.
Marchander la terre éloignée
pour domicile,
sans joie, sans paix, sans mère,
sans rien.

LES DROITS DE LA PERSONNE SONT TOUJOURS BAFOUÉS

Lors de la nomination du président Ramiro de Leon Carpio en mai 1993, de nombreux Guatémaltèques se sont mis à rêver de démocratie. Ancien procureur des droits de la personne, il avait promis l'abolition graduelle des Patrouilles d'autodéfense civile, la négociation des accords de paix, la disparition de l'impunité pour les militaires...

Cependant, le gouvernement civil dispose de très peu de pouvoir réel. Celui-ci demeure entre les mains des militaires. Résultat : la répression continue et les atteintes aux droits de la personne font régulièrement la une des journaux. En voici quelques exemples.

- On stérilise des femmes à leur insu à l'aide d'injections qui provoquent le cancer, des enfants sont enlevés et leurs organes vendus aux États-Unis. Lors d'expériences médicales, on administre des hormones à des enfants afin d'accélérer leur croissance.

- Bien que la liberté d'association soit officiellement reconnue, le Syndicat de l'enseignement (STEG) doit renouveler, à tous les deux mois, un permis l'autorisant à exercer ses fonctions syndicales .

- Certains Guatémaltèques ont tenté de quitter les Patrouilles d'autodéfense civile (1,2 million de personnes y sont enrôlés de force par l'armée). Quelques jours après que leur demande ait été entendue par le gouvernement, ils étaient exécutés par les escadrons de la mort. Lors de notre séjour, en février, trois militants ont d'ailleurs reçu des menaces de l'escadron de la mort « Jaguar Justiciero » pour avoir organisé une manifestation.

- Et la liste pourrait se continuer...

par Marie-Josée Rousse et Luc Allaire

QUE DE DIGNITÉ ! QUE DE COURAGE !

Parler du Guatemala, c'est d'abord parler de la souffrance, de la douleur, de la répression. C'est parler de massacres, même en 1994. Mais en même temps, que de beautés humaines chez ce peuple maya, que de dignité, que de courage dans leur résistance... En disant cela, je n'ai pas l'intention de provoquer la pitié, mais plutôt la réflexion et nous inciter à prendre nos responsabilités.

Pour le groupe de stagiaires qui s'est rendu au Guatemala, ce stage a permis de réaliser un rêve, qui nous a transformés petit à petit. Nos aspirations ont été mises à l'épreuve, parce que nous aurons eu la chance inouïe de rencontrer un peuple qui se tient debout, un peuple qui a encore raison d'espérer, un peuple fidèle à ses ancêtres, pour qui le projet collectif est sa seule raison d'être.

Guatemala, cette terre riche et belle est déchirée, volée et violée depuis l'époque du conquistador Pedro Alvarado qui a débarqué dans ce pays, le 20 février 1524. Des dizaines de mille d'indigènes mayas ont été tués. Quichés, Tzutujils et Cakchiquels ont été massacrés sur les bords de la rivière Olintepeque, surnommée aujourd'hui Xequijel, « sous le sang ». C'est là que le grand chef Tecun Uman a perdu la vie. Depuis, il est devenu le symbole de la résistance et de la combativité.

Depuis toujours, les indigènes mayas du Guatemala se sont battus pour défendre leurs terres et leurs biens contre les envahisseurs espagnols et les Blancs étrangers. Au nom des intérêts des multinationales américaines et de l'oligarchie nationale guatémaltèque, les Mayas ont été soumis aux travaux forcés, traités comme des esclaves, que l'on a marqués au fer rouge. Rigoberta Menchú Tum décrit bien ces brutalités dans son livre « Trenzando el Futuro ».

Aujourd'hui, les Patrouilles d'autodéfense civiles (PAC), le bras civil de l'armée, s'ajoutent aux outils de répression. L'armée divise les indigènes en faisant des PAC, des bénévoles soumis à l'autorité militaire. Dans les négociations de paix entre le gouvernement guatémaltèque et l'opposition armée, l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), le principal obstacle au chapitre des droits humains est celui de l'abolition des PAC, sources de terreur, de disparitions forcées, d'assassinats, de tortures.

Bien que le président actuel, ex-procureur des droits humains, Ramiro de León Carpio, se soit engagé avant de devenir président à démanteler les PAC, aucune ouverture ne s'est manifestée en ce sens. Au contraire, lors de ses premiers discours après son accession au pouvoir, le président a affirmé que les PAC étaient nécessaires à l'armée.

La situation actuelle dans le pays est extrêmement tendue. La rumeur d'un coup d'État circule. Les mouvements de grève prennent de l'ampleur de semaine en semaine. Les politiques néo-libérales du gouvernement font en sorte que les secteurs de la santé et de l'éducation sont menacés de privatisation de même que le transport, l'électricité et les postes. De toute évidence, les mesures imposées par les programmes d'ajustements structurels du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale sont en lien avec le vent de privatisation qui souffle au Guatemala.

Si la situation économique est en décroissance et que la pauvreté fait ses victimes de plus en plus chez les jeunes (délinquance et prostitution), on peut constater, par contre, la vivacité du mouvement populaire et la grande capacité de mobilisation des organisations populaires et syndicales. Le message est très clair : la solidarité et la combativité auront raison de la répression.

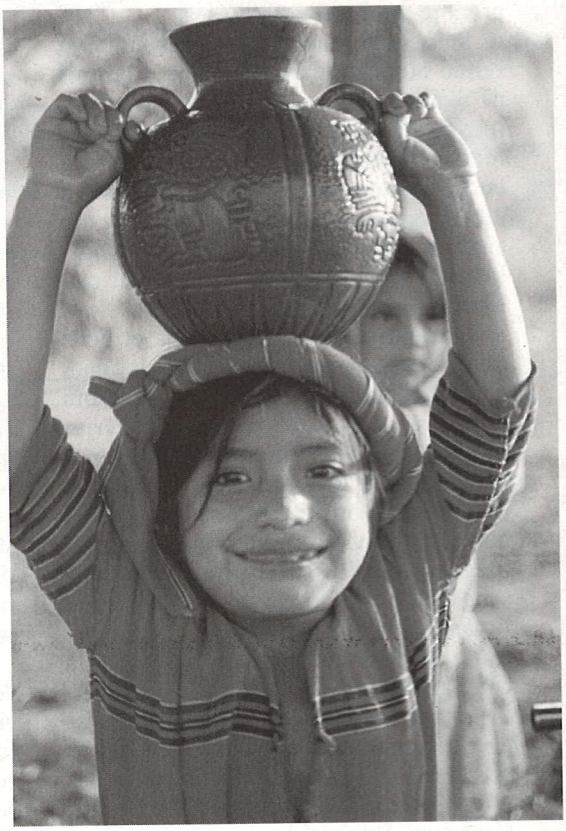
Pour nous, il est clair également qu'il nous faut être à la hauteur de leurs espérances. Nous devons nous engager à les soutenir dans leurs luttes tant à Astlán, qu'à Sololá-Jaibal, deux communautés qui luttent pour leur terre. Le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Guatemala (STEG), l'Assemblée nationale des travailleurs de la santé (ANTS) et le peuple guatémaltèque méritent notre solidarité.

par Clotilde Bertrand

ASTLÁN : UNE TERRE POUR LES MAYAS

Comme premier choc culturel, comment espérer mieux. Même si on en avait entendu parler, notre surprise au contact de cette communauté n'en fût pas moins grande.

Dès notre premier lever dans la capitale du Guatemala, nous prenons la direction d'Astlán pour un tour de trois heures en autobus. À la descente de celui-ci, deux camionnettes nous attendent, pour nous amener à destination. Après avoir entassé bagages et stagiaires dans la boîte arrière, nous parcourons environ 12 km sur un chemin poussiéreux et cahoteux. À plusieurs endroits, nous devons faire halte pour ouvrir et fermer les barrières délimitant les espaces appartenant aux grands propriétaires terriens de la région.



À l'orée du village, des enfants, pieds nus et aux vêtements usés, nous accueillent joyeusement en chantant et criant « Viva CISO ». De nombreux pétards à mèche s'allument. Un enfant récite un poème à Clotilde Bertrand, la responsable du stage, en signe de reconnaissance. Les gens n'ont pas oublié l'implication du CISO dans la communauté. L'année dernière, le groupe de stagiaires a accumulé des fonds qui ont servi à la construction de toits pour les maisons du village.

Ensuite, nous suivons la procession des enfants jusqu'au village, là où les adultes nous accueillent très chaleureusement. Ceux-là qui, quotidiennement, ont peine à se nourrir, poussent leur générosité jusqu'à nous servir un repas digne d'une grande fête. Ce sont les hommes qui nous servent et qui, par la suite, viennent s'asseoir avec nous pour échanger.

Le dîner terminé, nous assistons à la « muerte de un pollo » qui nous sera servi au souper. Nous nous rendons ensuite au centre communautaire pour la présentation des stagiaires et des gens du village. Ceux-ci nous manifestent leur gratitude pour l'engagement et le sérieux du CISO. La responsable du groupe de stagiaires profite du moment pour remettre au secrétaire de la communauté les copies des pétitions que nous avons fait signer chez nous, en guise d'appui à leur lutte pour le droit à la terre. Nous leur assurons que nous les aiderons à défendre leur droit à la propriété à différents paliers. Entre autres, nous précisons que nous remettrons nos pétitions au Procureur des droits de la personne du Guatemala et à l'ambassadeur du Canada, afin que ceux-ci fassent des pressions auprès du gouvernement guatémaltèque. À la fin de la rencontre, nous remettons l'argent amassé par les stagiaires de l'an dernier pour terminer la construction des toits de tôle.

À la suite de cette réunion, nous nous promenons dans le village. Les enfants désireux de se faire photographier nous suivent partout. Quelques personnes nous offrent de visiter leur maison et nous ouvrent toute grande leur porte. Malgré la différence de culture, nous nous sentons chez nous.

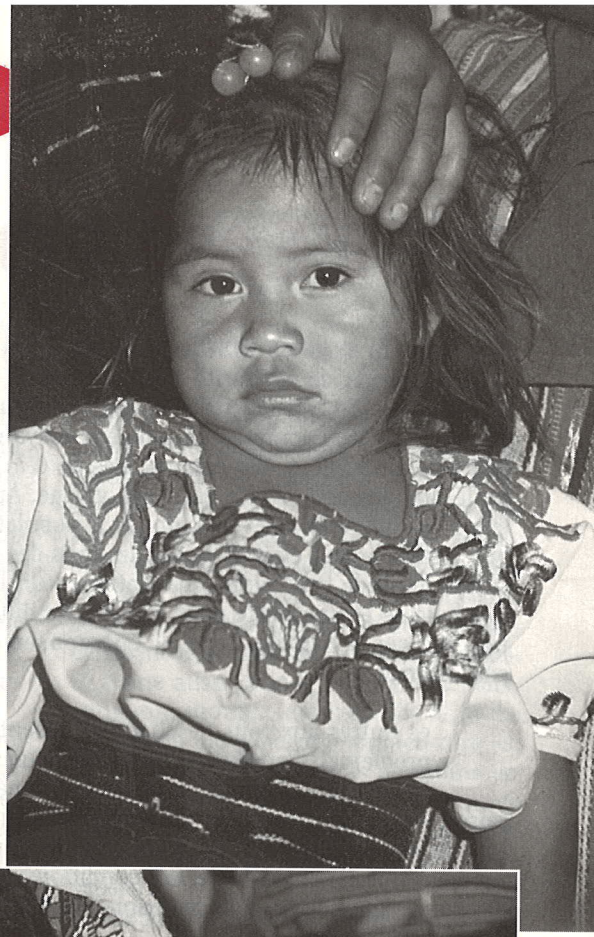
Le soir même, une fête nous est préparée. Avant de s'y rendre, nous préparons nos lits car cette nuit, nous dormirons dans l'école du village qu'ils ont vidée de ses pupitres afin de nous laisser plus d'espace. Nous installons donc nos sacs de couchage sur une immense toile déposée sur le sol, nous évitant ainsi de dormir directement sur la terre battue...

Pendant la fête, des cadeaux sont échangés. Les hommes miment la crise de mai 1993, soit le coup d'État. Par la suite, nous assistons à une pièce humoristique qui plaît à tous, surtout aux enfants. Vers la fin de la soirée, à notre grande joie, ils nous invitent à participer à une danse folklorique maya.

Le lendemain, à notre réveil, nous entendons encore murmurer les hommes d'Astlán. Ceux-ci ont discuté toute la nuit dans le but de s'entendre sur le projet à présenter au CISO cette année. Une rencontre avec les femmes du village, prévue à 8 h 00 à l'école, met plus d'une heure à s'engager. Elles entrent timidement, une à une, et s'assoient ensemble. Environ 35 femmes, dont plusieurs sont vêtues du costume maya-mam, se sont déplacées pour cette rencontre. L'une d'elles, Dorotea, sert d'interprète de l'espagnol au mam.

SOLIDARITÉ
est une publication du Centre international de solidarité ouvrière
Rédaction en chef : Luc Allaire et Marie-Josée Rousse • Collaboration : Clotilde Bertrand • Textes : Les stagiaires • Photographies : Claudine Kurtzman • Secrétariat : Julie Gravel et Louisette St-Gelais • Conception graphiste : Denny Bernard • Éditique : Gaëtane Michaud • Impression : La Lithographie Bourgneuf Inc.
Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec
Communications CEQ

Astlán



Les femmes commencent la rencontre en se présentant et en disant combien d'enfants elles ont, soit de un à huit enfants chacune. Parmi elles, la cadette, mère d'un enfant, n'est âgée que de quinze ans. Les femmes en santé accouchent à la com-

munauté, aidées de Dorotea qui a appris toute seule l'art d'être sage-femme. Les autres femmes accouchent à l'hôpital.

Le souvenir des enfants décédés persiste au milieu des vivants; les mères en parlent au temps présent comme s'ils continuaient de compter au sein de la communauté. D'ailleurs, presque toutes les femmes du village ont un enfant qui est décédé. Elles disent que les décès sont causés par la diarrhée et de fortes fièvres.

Cette présentation permet d'établir un climat de confiance et, au fil de la discussion, nous sentons les femmes d'Astlán de plus en plus à l'aise avec nous. Plusieurs veulent prendre la parole pour nous parler de leurs problèmes quotidiens. En fait, elles ont deux préoccupations importantes : la première est le manque de puits dans le village et l'insalubrité de l'eau. Les femmes doivent transporter l'eau du puits à leur « casa ». La seconde préoccupation concerne leur manque de connaissances en soins de santé à donner aux enfants. Pendant la rencontre, nous pouvons d'ailleurs observer toute l'attention que les femmes portent à leurs enfants. Elles sont très disponibles. Aussitôt que le bébé pleure, la mère donne le sein. Il est même permis d'emprunter le sein d'une autre mère...

Ce village compte 86 familles, 70 de religion catholique et 16 de religion protestante. Peu de couples sont mariés parce qu'ils n'ont pas les moyens de célébrer la noce : la coutume veut que tous les membres de la communauté soient invités à la fête. Alors, ils décident de vivre en concubinage.

C'est avec beaucoup de regrets que nous terminons cette rencontre. Nous partons enrichis d'une expérience inoubliable, gonflés d'une admiration débordante pour ces familles. Nous restons éblouis par leur lutte pour garder leur terre, malgré les efforts de certains propriétaires terriens voulant s'approprier illégalement ces terres. En effet, il y a maintenant quelques années, un homme devait leur léguer ces terres par le biais de son testament. Cependant, il a été assassiné avant même qu'il n'ait le temps d'écrire quoi que ce soit. Depuis, des présumés propriétaires terriens brandissent de faux papiers aux autorités légales et réclament le départ de cette communauté mam.

Au printemps 1993, à la suite du coup d'État, les procédures judiciaires en lien avec la récupération des terres par les Mayas-Mam ont été interrompues. Néanmoins, la communauté est décidée à aller jusqu'au bout. Ces gens affirment qu'ils se battront même jusqu'à la mort pour garder ce qui leur appartient.

Enfin, à la suite d'un séjour aussi extraordinaire, nous savons que notre pensée ne quittera jamais cette communauté. Nous avons reçu d'eux tellement de richesses... L'éloignement, le manque de ressources physiques et matérielles, la vie difficile pour les femmes, les difficultés à bâtir un avenir sur un terrain qui n'est pas encore reconnu légalement ne les empêchent pas de conserver l'espoir. Nous sentons et constatons la solidarité entre tous les membres de la communauté, hommes, femmes et enfants. Non, ils n'attirent pas notre pitié. Au contraire, ils attirent notre admiration et bousculent nos petits désespoirs.

par Nancy Pelletier, Claire Montcalm

Astlán

DE L'EAU POTABLE !

À la suite du stage du CISO au Guatemala en novembre 1992, un petit projet de solidarité s'est concrétisé dans la communauté d'Astlán, située près de Retalhuleu sur la côte du Pacifique. Cette communauté indigène maya-mam qui compte 625 personnes, dont 406 enfants âgés de 0 à 16 ans, avait formulé une demande d'aide pour son village. Après consultation entre les différents représentants de la population, il fut décidé que le plus urgent était de refaire les toits des maisons. Chaque famille possède trois petites habitations : un lieu pour dormir, une cuisine et une hutte pour remiser les différents matériaux nécessaires à l'agriculture et entreposer divers items de consommation.

Les huttes aux toits de chaume présentent beaucoup de problèmes. Pendant la saison des pluies, l'eau pénètre à l'intérieur, les toits n'étant pas imperméables. Pendant la saison sèche, ils présentent un danger d'incendie. De plus, les toits de chaume doivent être refaits chaque année, ce qui représente un travail considérable. Ces conditions de vie représentent des soucis quotidiens pour les habitants d'Astlán. La santé des

enfants est menacée par de nombreuses grippes et infections dues à l'humidité ainsi que par le danger de la présence de scorpions et de serpents qui élisent domicile dans les toits de chaume.

C'est donc avec beaucoup d'entrain et d'ingéniosité que les stagiaires de 1992 ont amassé des fonds pour le projet. Ces fonds ont été, par la suite, doublés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à la suite d'une demande du CISO. Le projet totalise une somme de 16 000 dollars canadiens. Lors de notre visite à Astlán en février 1994, nous avons pu constater que le projet était déjà en marche grâce à un premier déboursé de 4 500 dollars en avril 1993. Avec le reste de la somme, remise aux responsables lors du stage de février, le projet pourra être terminé d'ici peu.

Cette année, la communauté d'Astlán a décidé après consultation, de s'attaquer au problème de l'eau potable. L'eau représente la toute première nécessité pour la population autant pour s'assurer une meilleure santé que pour le développement de l'agriculture par l'arrosage des terres. Une étude sera donc faite par un expert afin d'analyser la meilleure façon d'amener l'eau au village. En effet, on connaît déjà l'em-

placement d'une source située non loin du village qui pourrait être utilisée à cette fin. Nous relevons donc le défi de participer au développement de ce projet, qui représente pour tous nos amis et amies d'Astlán, un espoir d'un meilleur avenir, l'eau étant la source de vie.

par Micheline Jalbert

En raison du peu d'investissements et de l'état d'abandon dans lesquelles se trouvent les institutions de santé de l'État ainsi que de la mauvaise alimentation qui affecte la majorité de la population, l'état de santé de la population permet de voir clairement les conséquences de l'absence de mesures sociales.

Le taux de mortalité infantile se situe à 48,5 pour mille enfants. Un document publié par le Mouvement international en faveur des enfants de la rue (Childhope) signale que 10 % des bébés naissants ont un poids inférieur à la normale. Seulement 50 % d'entre eux sont immunisés avant d'atteindre l'âge d'un an et 26 % ne sont pas allaités. Plus de 30 % des enfants âgés entre 12 et 23 mois manifestent un développement limité et 68 % des enfants de 2 à 4 ans et demi ne présentent pas un développement complet.

De son côté, la Commission de la santé du Congrès de la République considère que le réseau hospitalier du pays ne fonctionne qu'à 40 % de sa capacité, étant donné l'abandon dans lequel il se trouve.

QUAND LA RÉALITÉ DÉPASSE L'ENTENDEMENT !

Nous sommes à Guatemala City, une ville de 2 millions d'habitants, et nous allons visiter le deuxième plus grand hôpital public qui dessert 70 % de la population. L'hôpital Roosevelt possède 1 000 lits; 300 seulement sont occupés lors de notre visite. À notre arrivée, on découvre un édifice peu entretenu. À l'entrée principale, des vitres sont cassées, les murs « dépeinturés », des tuyaux d'évacuation percés forment des coulisses d'eau sur les murs qui s'écoule sur le sol, des portes sont défoncées et non réparées. Il y a peu d'éclairage dans les corridors et le taux d'humidité est très élevé.

Arrivés à l'urgence, nous découvrons un département dans un état pitoyable : des draps servent de rideaux, les éviers sont bouchés et remplis d'eau souillée. On nous informe que seulement 50 % des besoins d'eau de l'hôpital sont comblés. Lors de notre passage à l'urgence, par exemple, il n'y avait pas d'eau ! L'hygiène laisse donc à désirer. Les infirmières manipulent les pansements contaminés sans protection, car il n'y a plus de gants jetables. Toujours lors de notre visite, il n'y avait plus d'oxygène dans l'hôpital, car le fournisseur n'avait pas été payé. Aucune stérilisation ne se fait à cause du manque de pétrole qui alimente les stérilisateurs.

Nous nous demandons si nous sommes bien en 1994. Tout particulièrement pour nous, les infirmières, c'est dur de concevoir un hôpital dans cet état. Nous sommes toutes découragées. Beaucoup d'émotions se voient dans nos regards. Les médecins et les infirmières ont beau déployer tous les moyens pour subvenir aux besoins des usagers, il faut plus que de la bonne volonté pour faire fonctionner un hôpital.

Plus loin, nous visitons la buanderie. Elle aussi est malpropre et dans un état déplorable. Le linge traîne partout, des compresses souillées de sang s'amoncellent, des odeurs nauséabondes nous montent au nez. Un infirmier nous apprend que les gens qui y travaillent ne disposent même pas de gants... Quelques-unes d'entre nous sommes obligées de sortir prendre l'air. C'en est trop pour elles et c'est compréhensible.

Par la suite, nous rencontrons le directeur de l'hôpital qui nous informe qu'il envisage de fermer l'hôpital dans les 48 heures, s'il n'y a pas de changement. Tous les moyens ont été épuisés pour sensibiliser le gouvernement à leur situation, mais celui-ci ne fait rien. Il n'offre aucun support. La privatisation semble « sa » solution. C'est pourquoi il laisse les hôpitaux publics à l'abandon.

L'état lamentable de cet hôpital reflète l'état d'urgence dans le secteur de la santé au Guatemala. Environ 40 % des hôpitaux sont détériorés et 65 % d'entre eux n'ont pas d'équipement suffisant pour subvenir aux besoins du peuple guatémaltèque.

Le lendemain, nous visitons une clinique médicale dans la banlieue de la capitale. Encore ébranlés, sous le choc de l'hôpital Roosevelt, nous nous attendons à tout. Cette petite clinique, « Centro de Salud Colectivo » dessert, à elle seule, 194 600 personnes. Son mandat est à la fois curatif et préventif. Le travail se fait en communauté. Quelques programmes existent, mais ils ne sont pas toujours accessibles. Cette petite clinique, à l'évidence, ne peut offrir des services de qualité à une aussi grande population. Mais, songeons-nous... environ 75 % de la population indigène vit en milieu rural et habite des agglomérations de moins de 500 habitants. Bien souvent, ceux-ci doivent franchir de très longues distances pour se rendre ne serait-ce qu'à un dispensaire.

De fait, les gens qui vivent éloignés de ces services craignent pour leur santé. Ainsi, la communauté maya-mam d'Astlán, située sur la côte sud, vit cette peur. Nous avons rencontré les femmes du village et elles nous ont communiqué leurs besoins. Leurs enfants sont malades et souffrent de malnutrition. Les grossesses les inquiètent. Nous sommes d'ailleurs en mesure de constater qu'elles n'ont pas acquis des habitudes d'hygiène et qu'elles n'ont pas accès à l'eau potable. La souffrance est imprimée sur leur visage et elles ont peur.

Que pouvons-nous faire pour les aider ? Nous nous sentons impuissantes et elles s'accrochent à nous. Elles veulent savoir, mais personne ne leur enseigne. Ne sachant ni lire, ni écrire, c'est difficile de s'informer.

La santé de leurs enfants constitue leur première source d'inquiétude. Il faut dire que le problème de la malnutrition est la cause de 35 % de mortalité chez les enfants de moins d'un an. De plus, sur 100 naissances, 37 enfants seulement parviennent à l'âge adulte. Lors de la discussion, plusieurs femmes nous ont parlé de leurs enfants qui étaient morts avant l'âge de cinq ans. Les demandes des femmes d'Astlán sont justifiées. C'est à nous d'agir. Il faut prendre exemple sur leur courage. Ce peuple est prêt à lutter et témoigne de sa bonne volonté d'apprendre pour mieux se développer.

par Charlotte Paradis

VOX POPULI

LE GUAT
pour m

Lucette St-Laurent

- Une bouffée d'espoir qui vous arrive en plein coeur;
- un peuple qui se bat jusqu'à la mort, pour sa liberté;
- des femmes silencieuses qui vous disent tout dans un sourire;
- une chaleur humaine qui vous désarme;
- des militaires qui écrasent à coup de mitraillette;
- des bourgeois assoiffés d'argent qui s'entourent de barbelés;
- un pays qui bouillonne comme les volcans qui l'habitent.

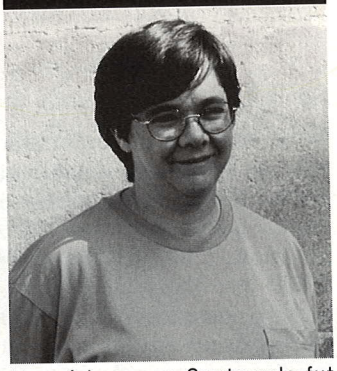
Maryse Alain

Quel choc important j'ai subi lorsque mes yeux parcoururent ces maisons cossues aux barbelés cachant tant de menaces. L'arrosage permanent des quartiers riches garde l'herbe si verte ! De l'autre côté, on met si peu d'argent pour préserver la vie des gens pauvres !

Charlotte Paradis

« Vamos ! » Allons-y pour de nouvelles expériences, des émotions vibrantes afin de remplir nos bagages d'exemples de courage et de solidarité. Guatemala, pays de répression où la chaleur humaine est richesse.

Renée Poulette

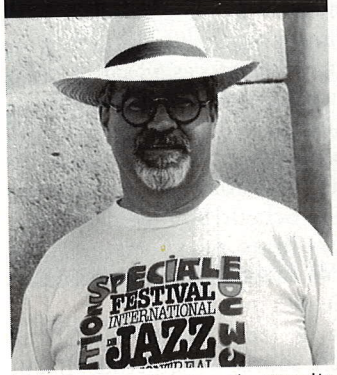


L'expérience au Guatemala fut très enrichissante. J'ai vu et vécu avec des gens remplis de valeurs importantes comme la justice et l'égalité entre eux. On veut et on croit en la possibilité de vivre dans un pays en paix.

Les gens ont su faire partager leur goût d'arriver à un pays respectant tous ses habitants. Ils m'ont permis de reconsidérer le sens du mot **ENGAGEMENT.**

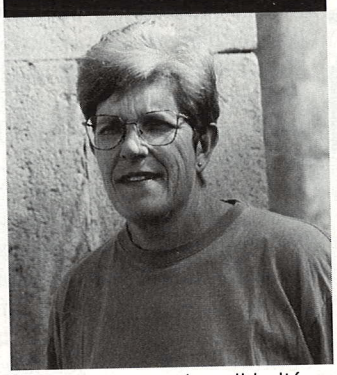
Muchas gracias, compañeros y compañeras !

Michel Poissant



Un stage au Guatemala suscite plusieurs interrogations et beaucoup d'appréhension. Quelle merveilleuse occasion m'est fournie pour donner un peu de moi-même pour aider les Guatémaltèques à se réaliser comme un peuple heureux et pacifique. Cette chance devrait être donnée à d'autres afin que se fortifient les liens qui doivent aider à la libération de ce peuple.

Ghislaine Bibeau



Impressionnante la solidarité au Guatemala ! Un beau pays avec beaucoup de contrastes. Malgré tous les problèmes, les gens gardent encore l'espoir de s'en sortir.

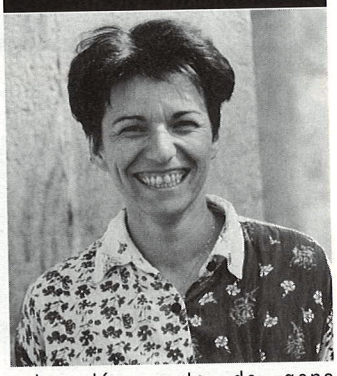
Ghislaine Marenger

...Un choc culturel, un talent artistique, un pays hors de l'ordinaire. Pollution du centre-ville, dédales de chemins poussiéreux en lacet au flan des volcans immenses.

La vie touristique n'était pas au rendez-vous ni le confort. Et puis après...? Nous y avons plutôt trouvé cette noble solidarité ouvrière que vous ne rencontrerez nulle part ailleurs.

Des gens si pauvres, mais avec une âme et un sourire si riches qu'un président ne peut atteindre.

Nancy Pelletier



...La découverte de gens courageux, accueillants et fiers de leur culture. Luttant pour retrouver la liberté perdue, ils savent s'organiser malgré la répression. Un slogan, lors d'une manifestation sur la place centrale, résume bien leur pensée collective : « Pueblo unido jamás será vencido », « Le peuple uni ne sera jamais vaincu ». Avec toute mon admiration.

EMALA, , c'est :

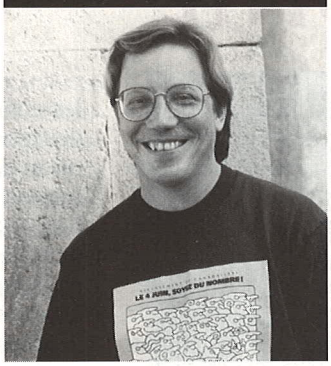
VOX POPULI

Claudine Kurtzman

...La découverte d'un peuple qui, malgré la misère et la pauvreté, garde espoir et sait s'organiser en syndicats de lutte pour survivre et défendre leurs droits et libertés.

C'est la certitude que la solidarité internationale peut, par le biais de petits projets tel celui d'Astlán, aider ce peuple à lutter pour ses terres et préserver sa culture et sa dignité.

Luc Allaire



Un enfant qui, à 7 ans, exerce déjà un métier. Qui vend des colliers, de la gomme, des liqueurs douces. Qui cire des souliers, conduit un vélo-taxi. Et qui va à l'école, le matin ou l'après-midi. Ce phénomène des enfants qui travaillent est si répandu que l'horaire des écoles primaires est aménagé pour permettre aux enfants de travailler.

Jacques Filion

...Une expérience fascinante. La tragique réalité du combat que livre courageusement le peuple guatémaltèque face à un pouvoir répressif. Soutenir leur lutte est, en fait, un devoir d'être humain.

Bravo CISO !

Clotilde Bertrand

Pour moi un stage, c'est reprendre contact avec nos « compañeras et compañeros » rencontrés l'an dernier au Guatemala, avec le premier groupe de stagiaires. Des engagements concrets avaient été pris, tant au plan politique qu'au plan communautaire avec le projet d'Astlán. Un stage, c'est toujours unique et formidable, car *« la solidarité c'est la tendresse des peuples »*.

Marie-Josée Rousse

...La rencontre de personnes chaleureuses et accueillantes qui en ont beaucoup à dire...

...L'adaptation à un monde fort différent du nôtre mais combien enrichissant...

...La découverte d'un peuple en quête de paix, espérant toujours voir s'accomplir leur idéal de liberté...

...La confirmation qu'il est nécessaire que la solidarité internationale s'intensifie plus que jamais...

Claire Montcalm

C'est un stage qui me laisse perplexe.

Autant on se disait que l'on serait probablement désespéré dans leur situation, autant on les voyait remplis d'espoir.

Autant on se disait qu'on baisserait probablement les bras devant toute cette répression, ces embûches, ces abus de pouvoir, autant on voyait ces gens lever leurs bras.

Micheline Jalbert

Un stage CISO, c'est l'opportunité de connaître un nouveau pays, une nouvelle culture; c'est aussi rencontrer les partenaires du CISO, mettre un visage sur des noms et partager avec eux des expériences de luttes et de solidarité.

Ursule Rochefort

Comme on dit souvent « le voyage forme la jeunesse » pour moi le voyage et le stage m'ont formée à la solidarité... à la solidarité internationale.

Ce stage m'a beaucoup sensibilisée à ce que vit présentement le peuple indigène et, majoritaire dans ce pays, c'est-à-dire : une lutte continuelle contre la répression, les assassinats, les disparitions et les injustices qui sont monnaies courantes au Guatemala.

UNE ÉCOLE DÉMUNIE

Au Guatemala, comme dans beaucoup de pays du Tiers monde d'ailleurs, il y a une très grande différence entre la théorie et la réalité. Ainsi, si on regarde le domaine de l'éducation, l'école est accessible à tous ceux qui le désirent, de la maternelle jusqu'à l'université. Elle est gratuite et ne devrait refuser personne.

Mais la réalité, elle, est toute autre. Tout d'abord, les maternelles n'existent que sur papier. Ensuite, si les enfant doivent en principe commencer l'école primaire à l'âge de 6 ans, il n'est pas rare de voir des enfants de 10 ans en première année, surtout en région éloignée. D'ailleurs, plus on s'éloigne des grands centres, plus l'âge de fréquentation scolaire augmente.

Lors de notre stage, nous avons pu visiter trois écoles : deux écoles publiques, une en milieu rural et une dans une petite ville à Santa Cruz del Quiché et une école privée dans la capitale. Nous avons tout de suite noté une très grande disparité entre la ville et la campagne. Étant donné la pauvreté qui sévit partout dans le pays, notamment dans les régions éloignées et montagneuses, les écoles rurales sont très rudimentaires. Quelques-unes sont construites en bambou et en chaume. On rencontre même des écoles dont le plancher est en terre battue.

Les enfants ne fréquentent l'école primaire qu'une demi-journée, soit le matin, soit l'après-midi. Dans les écoles rurales où il y a peu d'élèves, l'horaire s'étend de 7 h 30 à 12 h 30, tandis que dans les autres écoles où les élèves sont plus nombreux, il peut y avoir jusqu'à trois horaires journaliers correspondant à différents groupes. Par exemple, à l'école urbaine que nous avons visitée à Santa Cruz del Quiché, les filles fréquentent l'école de 7 h 30 à 12 h 30; les garçons de 13 h 00 à 18 h 00; et il y a un troisième groupe d'adultes en soirée.

Le premier bulletin est remis aux enfants qui terminent avec succès leur cours primaire, d'une durée de six ans. Ensuite, il y a deux années de cours de base. Puis deux années où les jeunes, soit choisissent des cours plus spécifiques répondant aux exigences d'une profession ou d'un métier, soit s'orientent vers l'université. Par exemple, pour devenir enseignant au niveau primaire, il faut terminer une onzième année.

La grande majorité de la population au Guatemala est très pauvre, ce qui entraîne, bien évidemment, de nombreux problèmes. Ainsi, dans les zones rurales, les enfants ne disposent d'aucun moyen de transport pour franchir les deux, trois ou quatre kilomètres qui séparent leur maison de l'école. Ils se rendent donc à l'école à pied. Les conditions insalubres dans lesquelles ils vivent favorisent la maladie, ce qui provoque beaucoup d'absentéisme. De plus, les parents requièrent l'aide des enfants qui doivent commencer à travailler très tôt, souvent dès l'âge de six ans, pour augmenter les revenus de la famille. À ce sujet, on nous a dit que l'horaire de l'école, bâti sur une demi-journée, avait été conçu pour permettre aux élèves du primaire de travailler.

L'école urbaine dispose généralement de meilleures conditions matérielles. Les écoles sont plus grandes et semblent mieux organisées qu'à la campagne. Mais il ne faut pas oublier que 63 % de la population vit à la campagne.

L'apprentissage de la langue apparaît comme une des plus grandes difficultés pour les élèves au Guatemala. En effet, la population de ce pays est à majorité d'origine maya. Or, le peuple maya, qui compte environ 7 millions d'habitants au Guatemala, compte 22 ethnies différentes avec autant de dialectes. À l'école, la langue d'enseignement est l'espagnol et, lorsqu'on enseigne une deuxième langue, on opte plus souvent qu'autrement pour l'anglais. Par exemple, dans la petite école rurale que nous avons visitée, l'enseignante de première année ne parlait que l'espagnol, pas le maya. Elle ne pouvait donc pas communiquer avec la grande majorité des élèves qui, eux, ne parlaient pas espagnol. Cette situation ne facilite pas les apprentissages, même si les enseignantes et enseignants que nous avons rencontrés nous ont dit déployer de grands efforts pour faciliter leur adaptation.

De plus, les élèves doivent apprendre deux systèmes de numérotation : le système décimal arabe et le système duodécimal maya qui compte vingt symboles différents pour la numérotation... Au Québec, il n'y en a qu'un et on sait toutes les difficultés que les étudiants rencontrent en mathématiques.

Dans toutes les écoles, on enseigne à lire, écrire et compter. Et selon les ré-

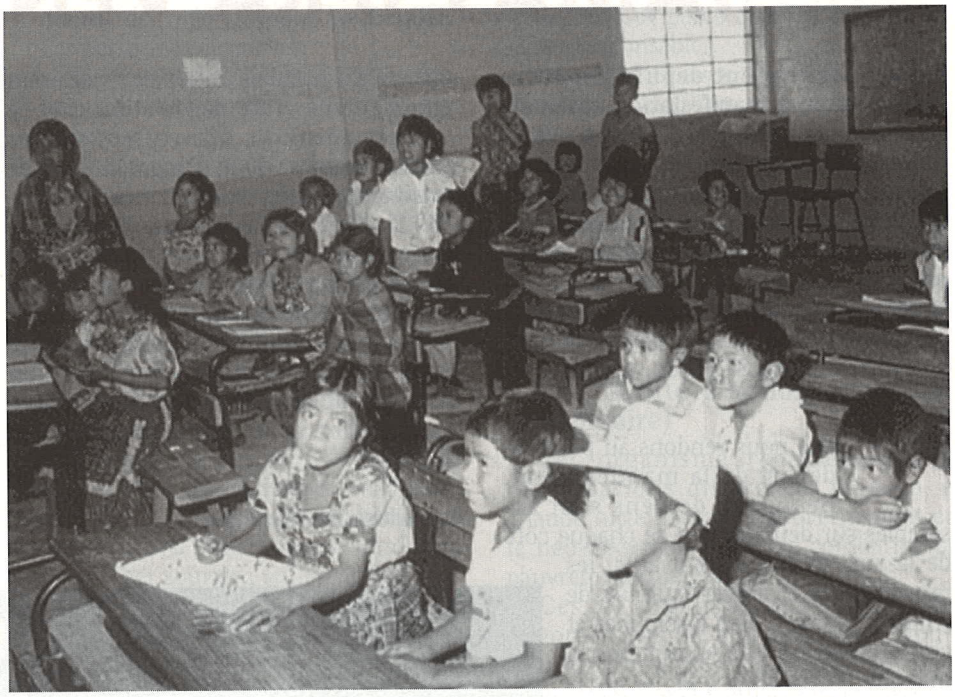
Éducation

gions, on ajoute d'autres matières comme le tissage et le crochet. Nous avons aussi remarqué que les apprentissages de base se faisaient parfois à travers les cours de cuisine, de couture, de soudure, de cordonnerie, de menuiserie... L'école professionnelle n'existe pas. Par contre, on intègre ces cours à l'enseignement régulier.

Évidemment, la situation des écoles guatémaltèques est difficilement comparable avec la nôtre sur le plan des moyens techniques déployés. Mais malgré cela, les élèves guatémaltèques sont fiers. On le sent lorsqu'on arrive dans une classe. Ils sont bien mis. Le matériel didactique est très rare, c'est à peine s'ils disposent de cahiers. On leur apprend les « bonnes manières » et ils sont très disciplinés... Nos élèves pourraient en tirer certaines leçons.

Dès la sixième année, il ne reste plus que quelques étudiants persévérants. Leur nombre diminue de manière dramatique par la suite. Il y a moins de 1 % de la population autochtone qui accède à l'université. Dans la majorité des cas, dès que les jeunes savent lire, écrire et surtout compter, ils quittent l'école pour aider financièrement leur famille. Souvent ce sont eux qui aident au commerce dans les marchés.

Enseigner au Guatemala, c'est plus souvent qu'autrement faire oeuvre de missionnaire. Imaginez-vous gagnant 75 $ par mois, lorsque l'essence se vend 0,50 $ le litre. Le logement aussi coûte très cher. Bien souvent, les professeurs doivent cumuler deux, parfois même trois emplois. Ils enseignent le matin



à l'école publique, et l'après-midi, ils travaillent dans une école privée. Leur syndicalisation demeure difficile, d'autant plus que le gouvernement ne favorise pas la liberté d'association. Au contraire, il pose toutes sortes de contraintes. À titre d'exemple, le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Guatemala (l'organisme-hôte du stage CISO) doit renouveler son permis d'association à tous les deux mois. Lors de notre séjour, le renouvellement de leur permis posait problème car le ministère de l'Éducation prétendait faussement ne pas avoir reçu leur demande de renouvellement. Ce serait une lapalissade que de dire que le gouvernement ne veut pas de regroupements quels qu'ils soient. Toutes les associations, qu'elles soient syndicales, populaires, paysannes ou indigènes, se retrouvent face à des embûches visant à les empêcher de s'organiser.

En éducation, le gouvernement favorise ouvertement les institutions privées. À tel point que, dans la capitale, on se demandait où étaient les écoles publiques. Les écoles représentant une dépense importante, les gens font beaucoup de sacrifices pour que leurs enfants accèdent à une éducation qui pourrait les libérer de leur pauvreté. Cependant, les institutions privées ne répondent que de façon très inégale aux aspirations de cette clientèle. La qualité de l'éducation n'est pas toujours à la hauteur de leurs prétentions.

En terminant, je m'en voudrais de passer sous silence l'accueil plus que chaleureux de tous ceux que nous avons rencontrés. C'est un peuple plein de bonté. On ne pouvait se soustraire à une invitation à dîner, par exemple, sans créer un état de malaise chez nos hôtes. On pourra toujours dire que nos conditions de vie sont difficiles, mais il faut avoir été là-bas pour réaliser qu'on peut leur donner beaucoup, ne serait-ce qu'un appui moral qui les aide à se faire accepter sur le plan international comme peuple qui désire vivre comme des êtres humains avec des conditions de vie décentes.

par Michel Poissant

Au Guatemala, un demi-million d'enfants d'âge scolaire n'ont pas l'occasion de fréquenter l'école. Seulement 26,4 % des enfants en âge de fréquenter une institution préscolaire le font, tandis que 1,6 % des étudiantes et étudiants se rendent au niveau universitaire.

Selon des statistiques fournies par le ministère de l'Éducation du Guatemala, 40 % des élèves souffrent de malnutrition chronique. De plus, selon l'UNICEF, 2,5 millions d'enfants sont victimes de mauvais traitements, situation qui les amène à déserter les établissements scolaires. Quant au taux d'analphabétisme, il atteint 53,2 %.

« EL PUEBLO UNIDO JAMÁS SERÁ VENCIDO »

Des bruits courent depuis plusieurs jours. Il y aura manifestation nationale en appui aux grévistes du secteur de la santé. Les travailleuses et travailleurs de ce secteur revendiquent depuis des mois de meilleures conditions de travail, une augmentation de salaire et des équipements décents. Ils en ont assez ! À cette manifestation, participeront les principaux syndicats du pays, incluant les professeurs du STEG et... CISO !

Nous nous rendons au point de départ de la manifestation. Beaucoup de gens sont assemblés sur deux lignées de chaque côté de la rue, car ils évitent ainsi les provocateurs et autres fauteurs de troubles. Ils sont bien disciplinés et enthousiastes. Nous enjoignons la marche, introduits par les dirigeants du Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Guatemala (STEG), derrière la bannière de l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP), l'organisation responsable de la manifestation. Nous sommes très visibles au milieu de la rue, avec nos chandails blancs de la FIIQ et les casquettes bleues de la CEQ.

Les manifestants entonnent des slogans :

« Seul le peuple sauve le peuple »

« Un peuple affamé est un peuple sans paix »

« Le peuple uni ne sera jamais vaincu »

« Vive CISO ! Vive la solidarité internationale ».

Nous recevons de chaleureux applaudissements des manifestants. Il fait beau et chaud. Il y a de la frénésie dans l'air. La solidarité entre eux et nous est palpable. Nous marchons dans la rue avec les organisateurs en direction du Palais national, édifice dans lequel siège le gouvernement. Quelle belle solidarité pouvons-nous remarquer chez ces gens pourtant pauvres matériellement, mais combien riches de courage et de combativité. Ils sont souriants, confiants. L'espoir est au rendez-vous.

Quelques heures avant le début de la manifestation, des dirigeants syndicaux ont envahi le Palais national. Ils désirent entamer une vraie négociation avec le gouvernement. Ils désirent aborder les points suivants : 40 % d'augmentation de salaire (le salaire moyen annuel est de 350 $); l'arrêt de la politique néo-libérale du président Carpio; la fin des privatisations dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Les journaux et la radio ont remarqué notre présence et en ont fait mention, un journal de droite critiquant notre participation et un autre, de gauche, la saluant.

par Ghislaine Marenger

CONIC (Coordination nationale des indigènes et des paysans)

Fondée en 1992, CONIC est une organisation qui, avec l'aide d'avocats, tente de faire reconnaître le droit à la propriété. CONIC travaille dans dix provinces et c'est dans l'action que les gens prennent leur formation. Même si l'organisation n'existe que depuis deux ans, les gens qui y militent ont une expérience beaucoup plus grande. Cependant, ils constatent qu'ils sont dépassés par les événements à cause d'une charge de travail beaucoup trop grande dans un pays où persistent les violations des droits de l'homme. De plus, les militaires persistent dans leur violence et leur intimidation contre la population civile.

L'objectif de CONIC est de faciliter la lutte des paysans et des indigènes pour la récupération de leurs traditions et de leurs terres. Leur rôle se partage en quatre volets : la terre, la santé, l'école et les droits humains. Pour arriver à leurs fins, ils utilisent plusieurs moyens de pression comme la prise de terrains, les manifestations, etc.

La bataille juridique demeure leur priorité, malgré le fait qu'ils doivent sans cesse repartir à zéro compte tenu de l'intimidation militaire et des représailles armées.

CUC (Comité d'unité des paysans)

L'un des membres de l'exécutif du comité, Sébastian, nous reçoit seul, car les autres membres ont été appelés d'urgence dans la province du Quiché. « C'est dans cette province que nous vivons le plus de répression explique-t-il. » Le Quiché est une région montagneuse où se regroupent les indigènes obligés de fuir le pays. On y retrouve également des organisations en lutte, armées contre le gouvernement. À cause de cela, cette région est particulièrement victime de la répression et de la torture. Les Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) y sont omniprésentes et la population est surveillée constamment.

Ce vieux monsieur au visage basané, sillonné de rides, raconte avec émotion et tendresse la situation actuelle dans le pays. Il sait sans effort mobiliser notre attention et notre coeur.

GAM (Groupe d'appui mutuel)

L'organisation est née en 1984 à la suite de la disparition d'un dirigeant syndical. Le 18 février de cette année-là, monsieur García est sorti de chez lui pour aller travailler à l'usine. Les policiers l'ont ramassé et, depuis ce jour, personne ne l'a jamais revu. Sa femme est allée à sa recherche, elle a multiplié les pressions pour le retrouver, mais sans succès. C'est au cours de ses recherches qu'elle a vu qu'elle n'était pas seule. Alors c'est ainsi que le GAM vit le jour.

À l'époque, le GAM était la seule organisation à lutter pour la défense des

droits humains. Après dix ans d'existence, le GAM compte dix-huit victimes parmi ses membres. Ils ont été torturés, tués. Ils ont été victimes de harcèlement, de menaces ou simplement portés disparus... En 1985, la vice-présidente, madame De Quivas, ainsi que sa famille, ont été torturées et assassinées. On les a retrouvées sur le bord de la route, 48 heures après leur disparition. L'un de ses enfants avait les yeux arrachés.

Les « escadrons de la mort » menacent sans cesse les militants du GAM. À chaque geste posé, l'armée riposte violemment.

CONADEHGUA

La coordination nationale des droits humains du Guatemala a pour but, elle aussi, de lutter pour le respect des droits humains. Elle fait pression pour connaître la situation des détenus et pour défendre les droits des indigènes du pays. Ses objectifs sont les suivants :

1. la dissolution des PAC;
2. la démilitarisation du pays;
3. la mise sur pied d'une commission de la vérité.

Le CONADEHGUA travaille avec les principaux groupes indigènes du Guatemala. Le peuple maya est hautement majoritaire dans le pays. Cependant, depuis plusieurs siècles, ce peuple vit de plus en plus de répression. En fait, les Mayas sont considérés comme des êtres inférieurs. Dans la constitution du Guatemala, il est écrit que les gens doivent être égaux et posséder les mêmes droits. Mais la réalité est toute autre. Les Mayas sont bafoués, on leur impose le service militaire, rarement ils ont l'occasion de s'éduquer, jamais il n'atteignent les rangs du pouvoir.

CERJ (Conseil des communautés ethniques Runuel Junam) (mot Quiché qui veut dire « tous égaux »)

Le CERJ est une organisation qui lutte contre la répression et la discrimination du peuple maya. Le groupe est né le 31 juillet 1988 et travaille surtout dans un cadre juridique. Néanmoins, peu d'avocats acceptent de se lier à l'organisation. Ils hésitent à supporter des causes qui comportent des dangers.

Malgré le fait que le CERJ ne travaille qu'au niveau juridique et fait appel aux structures légales de l'État pour défendre les droits des indigènes, ce groupe est attaqué comme s'il était un organisme non reconnu. On les discrimine, on les calomnie dans le but d'enrayer les effets des pressions.

Les responsabilités de cette organisation sont les suivantes :

- donner de l'aide juridique aux familles des personnes disparues;
- rechercher les cimetières clandestins afin de retrouver les corps des disparus;
- travailler aux plans administratif, familial et pénal en plus de s'occuper des droits du travail.

Justina Tzoc, une avocate, nous raconte que depuis plus de 500 ans, on dit aux Indiens qu'ils sont inférieurs aux Blancs. Les jeunes Indiens, obligés d'accomplir leur entraînement militaire, sont traités comme des animaux que l'on dresse, dit-elle.

Il y a déjà eu des mouvements de rébellion chez les militaires indigènes. Mais ceux-ci ont été vite réprimés et écrasés. Justina Tzoc termine en disant avec un léger sourire : « C'est une utopie de penser qu'il y aura un jour une rébellion chez nos jeunes militaires indigènes, mais qui sait... C'est un espoir que l'on chérit au plus profond de nous... »

STEG (Syndicat des travailleuses et des travailleurs de l'éducation)

Le STEG est né en 1944 au moment où le pays était porté par un vent social-démocrate.

Après le coup d'état en 1954, le syndicalisme a été interdit. Par contre, le STEG a réussi à survivre dans la clandestinité. En 1986, le STEG a repris pignon sur rue. Deux ans de lutte ont été nécessaires avant l'obtention de leur accréditation.

Au Guatemala, il y a 30 associations de professeurs. 14 000 enseignants appartiennent au STEG. Le STEG reçoit deux quetzales (un quetzal vaut 0,25 $) par mois de ses membres en guise de contribution volontaire. De plus, il reçoit la contribution financière d'une section du syndicat des professeurs de la Norvège. Notons que le salaire des enseignants est d'environ 75 dollars par mois et qu'ils doivent en plus payer leurs effets scolaires.

60 % des professeurs sont des femmes. Elles sont représentées de la même façon à l'intérieur du syndicat. Malgré qu'il existe un comité de la condition féminine, il est très difficile de militer en tant que femme au Guatemala. Demeurant en milieu rural, elles doivent souvent se déplacer dans la capitale pour assister aux réunions ou pour recevoir une formation. Pour les femmes guatémaltèques, laisser enfants et famille pour militer n'est pas chose facile, surtout parce qu'elles en sont les seules responsables.

Juan José Chavez, le secrétaire général du STEG, affirme que plusieurs militants ont été assassinés. Constamment, ils doivent se préoccuper de préparer la relève. Chaque militant est quotidiennement en danger de mort. « On meurt parce que l'on s'organise, mais on meurt également quand on ne l'est pas. Alors, il vaut mieux mourir organisé, debout... »

UASP (Unité d'action syndicale et populaire)

Cet organisme représentant 27 organisations différentes mène une chaude lutte contre le gouvernement et le néo-libéralisme afin de combattre la pauvreté dans le pays.

Ces 27 organisations tentent de négocier avec le gouvernement pour l'obtention d'une signature pour le respect des droits humains et la mise en place d'une commission de la vérité.

L'UASP lutte également pour un réaménagement budgétaire dans tous les secteurs. Au point de vue salarial, ils réclament des hausses de 40 % dans le secteur public et de 100 % par année pour les paysans. Ces ajustements n'équivalent cependant qu'à une indexation au coût de la vie. Ils ne représentent nullement une augmentation de salaire ou un enrichissement.

L'abolition de l'impunité des généraux de l'armée fait également partie des préoccupations de l'UASP. En 1993, l'élection du président Carpio a fait miroiter beaucoup d'espoir. Cependant, rien n'a changé : c'est encore l'armée qui dirige. À force de moyens de pression et de grèves, l'UASP entend faire progresser les négociations. Grâce à la mobilisation des gens et des organisations populaires, plusieurs familles indigènes ont obtenu gain de cause. Mais la bataille est loin d'être terminée. L'histoire du peuple montre bien que l'unité dans la lutte est la seule assurance pour la victoire.

par Ghislaine Bibeau

LA LUTTE POUR LA TERRE DE JAIBAL...

Nous arrivons dans ce village situé près du lac Atitlán, un lac magnifique bordé de volcans. Les camarades nous attendent... Nous partons ensemble sous le soleil ardent vers ce sentier sinueux qui nous mènera vers la grotte où aura lieu une cérémonie maya. Nous marchons à la file indienne en parcourant la montagne. Parfois, le sentier se fait plus étroit et escarpé. À nos pieds, il y a des cultures et le lac. La marche est difficile, mais je suis impressionnée de voir ces femmes marchant avec aisance portant leur bébé sur le dos... Des enfants les accompagnent aussi. Je traverse un endroit plus abrupt, je pense à retourner, mais... le regard de cette femme allaitant son enfant marchant derrière moi me donne courage.

Le lieu de la cérémonie est près de nous car on entend l'agitation des gens. La rencontre nationale des femmes de l'Organisation nationale des indigènes et paysans (CONIC) commence par une prière maya pour obtenir la force, la sagesse et le courage nécessaires pour continuer la lutte en vue de la reconquête de la terre de Jaibal. Cette grotte retirée laisse échapper la fumée des bougies déposées autour des différents autels. Près de certains, il y a des croix. Tout est noir et enfumé, le mystère y règne et des gens sont agenouillés priant le dieu maya de la Terre.

Un prêtre maya est à préparer un autel. Il est accompagné d'une prêtresse. Ensemble, ils dessinent sur le sol un disque solaire où seront disposés des éléments de la Terre. Des gens sont regroupés autour de ces derniers. La prière se fait en quatre temps et l'assemblée regarde vers chacun des points cardinaux où on prie la vie, la mort... Le maïs est très abondant pendant la cérémonie car les quatre premiers hommes et les quatre premières femmes furent modelés par les dieux créateurs utilisant de la pâte de maïs blanc et de maïs jaune. On invite les gens à prier pour les camarades du CISO venus connaître l'histoire de la Terre de Jaibal.

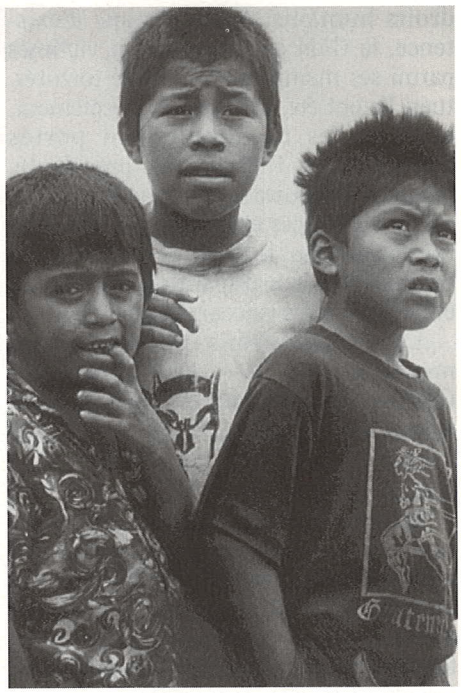
Après la cérémonie, nous rencontrons des gens qui partagent avec nous leur histoire et leur lutte. Ils aimeraient retrouver l'aspect de leur terre telle qu'elle était en 1642, lorsqu'elle fut prise par les Espagnols. Les Mayas ont alors été confinés sur une terre trop petite pour répondre à leurs besoins.

En 1952, M. Fuentes, un avocat, prétend être le propriétaire de cette terre de Jaibal où vit cette communauté maya. Mais de quel droit ? Il n'a aucun papier. Les indigènes non plus d'ailleurs, mais eux habitent cette terre depuis très longtemps. Peu importe, M. Fuentes produit un document lui-même et, profitant du fait que les gens ne savent ni lire ni écrire l'espagnol, il devient le « propriétaire légal ». Cette communauté est alors chassée violemment de sa terre. À partir de ce moment, les familles doivent bien souvent aller travailler très loin pour gagner de l'argent et subvenir à leurs besoins.

En 1972, M. Fuentes vend cette terre à des militaires, de grands propriétaires terriens de la côte du Pacifique qui possèdent les terres les plus riches du pays.

Le 23 mars 1992, tout le village s'unit pour récupérer la terre. Ils s'organisent et décident d'occuper « leur » terre... Huit jours plus tard, le 31 mars, un ordre d'expulsion est émis. Le 4 avril, à 4 heures du matin, le village est entouré par 3 000 hommes de l'armée et des polices civiles et nationales. À 5 heures, l'assaut est donné. Tout le village est expulsé avec une très grande violence. Comme le relate l'avocat du CONIC, les militaires, majoritairement des Autochtones, ont été drogués avant l'assaut. Ils envahissent le campement alors que les gens dorment encore. Ils frappent sauvagement les hommes, les femmes et les enfants jusqu'à ce qu'ils quittent les lieux. 74 Autochtones sont arrêtés et amenés à la prison de Sololà. Les neuf cantons entourant Jaibal se solidarisent alors avec la lutte de la communauté de Jaibal.

La population marche ensuite vers la prison de Sololà et, pendant trois jours, attend la libération des 74 compagnons. La nouvelle traverse le pays, la solidarité se crée avec Jaibal. Commence alors une longue lutte juridique. La communauté



s'appuie sur l'article de l'expropriation de la constitution. Encore aujourd'hui, la lutte continue et prend une toute autre dimension, car les présumés propriétaires veulent maintenant développer cette terre qui, mentionnons-le, est à l'abandon depuis 1972, pour y faire un vaste projet touristique. Et, de fait, l'endroit est magnifique. Sur le bord du lac Atitlán, l'un des plus beaux lacs du monde, face à un volcan... Mais tout est paralysé depuis le changement de gouvernement en mai dernier.

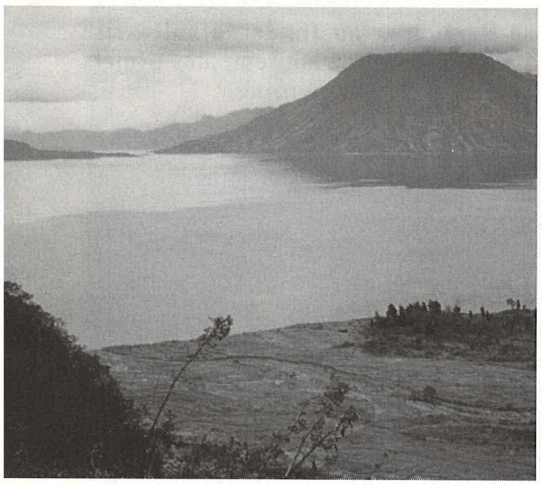
La lutte implique 5 000 personnes. 450 familles sont directement touchées. À San Jorge de la Laguna, le village où se trouve cette terre de Jaibal, les gens vivent dans des conditions de pauvreté extrême. La seule source d'eau potable est une fontaine sur la place du village. Il n'y a aucun aqueduc... Il n'y a pas de clinique médicale. Toutes les ressources gouvernementales sont canalisées vers Panajachel, le centre touristique de la région.

Nous devons demeurer attentifs à la lutte de Jaibal et garder en mémoire l'histoire de ces gens, dont les cicatrices empêchent les luttes de dormir...

par Renée Poulette

GUATEMALA !

Pays de soleil, de montagnes à perte de vue
Je ne te connais pas encore
La terre m'attire, elle m'ouvre son ventre



Elle m'accueille et m'invite
Ton peuple m'ouvre sa demeure
Pour me permettre de découvrir des yeux qui brillent
Dans la noirceur d'une lutte qui n'en finit plus
Tu es là debout la tête haute, tu portes ton drapeau
Ton souffle est court
Tu ne sais pas ce que sera demain
Mais tu te bats au prix de ta vie

Que de dures batailles tu as livrées
Bien des rêves se sont envolés
Mais tu es resté là, fidèle à ton rêve le plus cher
La terre de tes ancêtres

On a bafoué tes droits, renié tes origines
Brutalisé ta femme, assassiné tes enfants
Mais toujours tu te bats
Sans jamais cesser d'y croire

Pays de répression
Bottes bien cirées, costumes bien pressés
Armes à la main, ils sont partout
Mais toi tu résistes libre et fier dans cette terre de misère

RENCONTRE AU FÉMININ !

Timides, discrètes et silencieuses
Vous êtes là, entourées de vos enfants
Observant, chuchotant quelques mots entre vous
Les hommes sont présents, ils prennent beaucoup de place
Comme vous êtes belles dans vos costumes traditionnels
Je sens déjà cette complicité féminine
S'apprivoiser doucement

Une rencontre dans la petite école
Nous permet de se connaître un peu plus
Vous êtes lentes à venir
Vous restez sur le seuil de la porte
Nous vous invitons avec un sourire grand comme la Terre
Lentement vous approchez
Comme le chat qui a peur, du bout des doigts, vous osez
Vos hommes n'y sont pas
Les coeurs s'ouvrent
Dans une atmosphère de respect
Vous partagez avec nous, femmes du Québec
Vos naissances, vos deuils, vos souffrances
La relation est fragile mais précieuse

Vos petits sont là dans vos bras
Ils ont faim
Parfois la nourriture vous manque
Le lait se fait rare
Souvent ils vous quitteront
Ces enfants de la terre
Qui sont l'espoir de demain !

Le temps s'envole
Le temps nous manque
Nous devons vous quitter
Avec des projets plein la tête
Et dans le coeur, plein d'amour,
au féminin pluriel

CÉRÉMONIE MAYA

Une autre belle journée s'offre à nous
Nous sommes invités à participer à la journée des femmes
Elles viennent de différents villages
Pour développer une solidarité
Qu'elles ont peine à entretenir
Trop occupées qu'elles sont
À nourrir, éduquer et soigner leurs nombreux enfants

Avant de commencer
On nous conduit dans une grotte
Loin de la route, du bruit, des militaires
Nous allons assister à une cérémonie maya
Quel privilège ! Quel honneur !
J'en ai des frissons sur tout le corps

Cadeau donné
Dévoilement de la culture maya
Que l'on cherche à réanimer
Afin d'unir un peuple qui se bat
Pour éviter d'être déraciné

Les villageois sont réunis avec une chandelle à la main
Les prêtres sont au centre
Ils préparent religieusement le lieu
Autour duquel nous nous rassemblerons
Pour unir nos énergies
Dans une prière où la barrière des langues n'existe pas
Le sucre, le sel, le maïs, l'encens
Sont les éléments utilisés pour ce rituel
Les couleurs des chandelles : le feu, le vent, le soleil et la lumière
La mort et la vie se rencontrent

Le jour se lève, le jour se couche
Le soleil et la lune sont au rendez-vous
La terre que l'on bénit
La terre que l'on chérit
Nous réunit dans une prière où l'espoir réchauffe nos coeurs

par Lucette St-Laurent

LA SOLIDARITÉ : DES GESTES CONCRETS

Les stagiaires s'engagent à :

- **Parler de leur stage** dans leur milieu respectif, **faire rapport** dans les instances syndicales, les organismes populaires, les organisations de solidarité, de femmes et d'Église, **organiser** des dîners, des soirées, des kiosques d'information sur l'histoire du peuple guatémaltèque, leur lutte héroïque, leur capacité de résister, de se mobiliser et de s'organiser dans de multiples organisations syndicales, populaires, de femmes et de droits humains...

- **Diffuser dans les médias**, tels les quotidiens, les hebdos, les journaux syndicaux et de quartiers, des communiqués, des articles, des lettres, des poèmes...

- **Intervenir à la radio** ou à la télévision communautaire sur le Guatemala, sur le problème des réfugiés, sur les droits humains, les enfants de la rue ou tout autre thème.

- **Envoyer** des lettres, télégrammes aux gouvernements canadien et guatémaltèque, protestant contre la violation des droits humains.

- **Maintenir une correspondance régulière** avec les organismes guatémaltèques.

- **Participer au fonds de solidarité Astlán** afin de soutenir des projets dans cette communauté.

- **Diffuser l'information** pour le recrutement des futurs stagiaires.